Section Wodli – Parti Communiste Français

<u>Union Européenne et solidarité internationale</u> (synthèse de réunions de section)

Dès la naissance de la construction européenne, après la 2de Guerre Mondiale, le PCF s'y est opposé. Cette opposition était fondée sur l'argument suivant : dans la mesure où la construction européenne se fait par et pour la classe capitaliste, un projet communiste ne peut s'y inscrire. Pour mener une politique d'émancipation, le PCF plaidait alors pour une sortie de l'ordre capitaliste européen.

Cette ligne a été conservée jusqu'à la fin des années 1990 : en 1992, le PCF prend position contre la monnaie unique, qu'il voit comme un moyen d'imposer le libéralisme sur tout le continent. En 1997, il est même à l'initiative et lance une pétition contre le passage à l'Euro.

Néanmoins, cette orientation va être remise en cause après des négociations avec le PS pour entrer au gouvernement en 1997/1998. Pour y participer, le PCF accepte de ne plus remettre en cause l'Union Européenne. Depuis, la position du Parti est plus que floue : on parle de réorientation, de « refondation » de l'UE...

Notre section n'a, quant à elle, pas changé de position à propos de la question européenne. Comme le montre l'A.G du 15 Mars 2014, l'écrasante majorité des militants se prononce pour une sortie de l'UE ou, au moins, pour un sérieux débat sur la question. Car c'est bien de débat dont il est question, dans la mesure où celui-ci est absolument inexistant au sein des instances nationales du Parti : Pierre Laurent, ses prédécesseurs et le CEN ne semblent pas ressentir le besoin de s'exprimer clairement sur le sujet. La Section Wodli déplore ce manque de clarté, qui est pourtant la base de tout projet politique sérieux. Si le débat est inexistant, c'est surtout parce que les tenants, au sein du Parti, de cette ligne de « refondation de l'UE » ont adopté les arguments des libéraux et des capitalistes : si l'on remet l'UE en cause, c'est que l'on est favorable à un repli national, voire nationaliste.

Le texte *La France en Commun* est, à ce propos, édifiant. S'il dénonce le « déni démocratique » de l'UE, il propose dans le même temps « une union de nations et de peuples souverains, libres et associés », ce que les traités, qui sont l'ADN de cette construction européenne, ne peuvent autoriser. C'est pourquoi nous considérons qu'aucune politique progressiste et de rupture ne peut être menée au sein du carcan européen.

La position que nous adoptons est un point de vue marxiste, et se fonde donc une observation de la réalité européenne actuelle, notamment à travers le cas grec que nous avons longuement discuté. Si Tsipras a pu, au début de son mandat, sembler être un responsable politique suffisamment sérieux pour combattre l'austérité, il a fini par céder aux chantages et aux pressions exercés par l'Union Européenne. Après avoir écrit que « la politique menée par Tsipras DOIT réussir dans l'intérêt de tous les peuples européens » (*La France en Commun,* pp.30-31), certains camarades, diront que c'est parce que le rapport de forces ne lui était pas favorable, que si nous arrivions au pouvoir, la France serait dans une position qui lui permettrait d'imposer ses conditions. On peut en douter : ce n'est pas une question de rapport de force, c'est la *nature* même de l'Union Européenne qui ne peut tolérer l'existence d'une politique socialiste ambitieuse en son sein. Et si le Royaume-Uni arrive à

imposer ses conditions, ce n'est pas seulement parce qu'il est le Royaume-Uni, mais parce que son gouvernement défend les intérêts de la City et du patronat, ce que Bruxelles a parfaitement admis.
Construite sur des bases libérales, l'UE n'en déviera pas.

Le débat sur la question européenne est d'autant plus nécessaire que les classes populaires ne s'y trompent pas. C'est d'ailleurs en partie à cause de notre manque de clarté sur le sujet qu'elles ne nous identifient plus et ne votent plus pour nous. Nous nous sommes laissés déposséder de cette question, par l'extrême-droite qui l'exploite, l'englobant dans un discours xénophobe et réduisant la volonté de sortir de l'UE à un repli nationaliste. Il faut avoir le courage de nous réapproprier cette question, et nous ne devons pas avoir peur d'affirmer que la souveraineté nationale et populaire, c'est notre essence même.

Car qui dit souveraineté nationale ne dit pas chauvinisme et nationalisme, loin de là. Dans les années 1930, les communistes français ont-ils eu besoin d'un cadre supranational pour aller aider leurs camarades espagnols qui luttaient contre le fascisme ? Avons-nous oublié l'engagement et les luttes du PCF et de ses militants dans les guerres de libération au Vietnam, en Algérie, en Afrique du Sud, en Amérique Latine... ? Pour notre section, l'internationalisme communiste et l'anti-impérialisme ne pourront réellement s'épanouir qu'en dehors de l'UE. En effet, notre Parti a toujours été du côté des peuples opprimés et continue à l'être : soutien à la Palestine, aux luttes du peuple cubain pour son émancipation, au peuple kurde... Mais pensons encore une fois, puisque c'est notre objectif, à une éventuelle arrivée au pouvoir : l'UE laisserait-elle une France gouvernée par les communistes soutenir le PKK, qu'elle considère comme terroriste ? Comment peut-on envisager de mener une politique réellement internationaliste au sein d'une UE qui soutient le régime fasciste ukrainien, qui pourchasse nos camarades jusqu'à la mort ?

Le cas Ukrainien est en outre édifiant, car il révèle les reculs de notre Parti sur la solidarité internationale avec les autres partis communistes.

Ainsi, tant sur le plan économique que politique, mais aussi pour une politique internationaliste audacieuse, la question de l'Union Européenne mérite d'être franchement posée au sein du Parti. Notre section affirme qu'un débat contradictoire doit être mené, les communistes doivent pouvoir s'exprimer sur la question, quitte à avoir un avis divergent de la ligne nationale, sans crainte d'être marginalisés politiquement. Il en va la crédibilité des communistes.